

Dans une note récente, « [Comptabilité nationale et valeur non marchande](#) », Michel Husson se penche sur la thèse que j'ai élaborée progressivement depuis les années 1990 sur le travail productif dans la sphère monétaire non marchande[1]. Il propose « un éclairage comptable sur le débat soulevé par les thèses de Jean-Marie Harribey ». Au terme de sa contribution, il conclut plus ou moins explicitement au rejet de ma thèse, après avoir repoussé les critiques que j'apportais aux objections de Christophe Darmangeat avec qui je débattais cette année sur cette question[2]. Examinons donc sa démarche.

Une première moitié de l'article de Michel Husson est consacrée à décortiquer le compte des administrations publiques dans les tableaux de la comptabilité nationale. L'objectif est de faire apparaître, au sein de la valeur ajoutée brute des administrations publiques, ce qui est une valeur ajoutée brute non marchande. Pour l'année 2015 en France, la valeur ajoutée brute des administrations publiques est de 363,6 milliards d'euros desquels il faut déduire les 24,5 milliards de valeur ajoutée marchande : au final, la valeur ajoutée brute non marchande est 339,2 milliards. Disons 340 milliards pour garder cela en tête.

Tout cela est bel et bon et je n'ai aucune objection par rapport à cet exposé comptable. Le problème est de savoir quels enseignements on peut en tirer pour réfléchir au travail productif. À mon avis, très peu sur le plan conceptuel. Essayons de le montrer en étudiant les arguments de Michel Husson.

### **Valeur ajoutée ou soustraite ?**

Par convention, les comptables nationaux ajoutent le PIB non marchand au PIB marchand pour donner le PIB. Michel Husson pense que cela ne vaut pas preuve que cette valeur ait été ajoutée par les travailleurs de la sphère non marchande. S'il a raison, alors il ne faut pas l'ajouter sous peine de compter deux fois la même chose (une fois parce qu'incluse dans le PIB marchand dès lors qu'on considère que c'est de celui-ci qu'elle est tirée, une fois comme soi-disant PIB non marchand). À ce compte-là, pourquoi ne pas revenir aux conceptions de la comptabilité nationale qui prévalaient autrefois chez nous ou bien à l'époque stalinienne en Union soviétique ? J'y reviendrai à propos du faux critère de la matérialité du produit pour définir le caractère productif du travail.

La deuxième critique que m'adresse Michel Husson porte sur les opérations de production et de répartition dans la comptabilité nationale : « En réalité l'articulation entre production et réalisation fonctionne en sens inverse dans le cas du non marchand. La production est logiquement le point de départ du compte de production : pour les entreprises, elle est mesurée à partir de leur chiffre d'affaires. On retire les consommations intermédiaires pour calculer la valeur ajoutée dont on analyse ensuite la répartition. Mais dans le cas de la production non marchande, on ne peut procéder ainsi, tout simplement parce qu'il n'existe pas de sources statistiques directes. Autrement dit, comme on a essayé de le montrer, la construction du compte des APU ne « descend » pas du compte de production vers les opérations de répartition mais se fait en sens inverse. » Cette objection n'est pas du tout convaincante parce que, dans les entreprises privées, le chiffre d'affaires est la somme de tous les coûts et des profits, et dans les administrations publiques les services sont mesurés par la somme de tous les coûts seulement, puisque, par définition, il n'y a pas de profits. Le résultat de la mesure est différent mais la méthodologie est strictement la même ; on pourrait même écrire : valeur non marchande = coûts + profits nuls. Il n'y a donc aucune « grandeur dérivée » que l'on ne connaîtrait que par un biais. La citation de Jean-Paul Piriou et Jacques Bounay tirée de leur livre sur la comptabilité nationale[3] que

## De l'anticipation de la valeur au paiement

Vient une troisième objection qui est la suite de la précédente. « Contrairement à ce qui se passe pour les salariés du privé, le traitement des fonctionnaires ne résulte pas d'un partage de la valeur ajoutée du secteur où ils travaillent. » Ne s'agirait-il pas d'une conclusion contenue dans l'hypothèse selon laquelle ils ne produisent pas de valeur ? Michel Husson croit trouver la preuve de ce qu'il avance : « Il suffit pour s'en convaincre d'examiner le ratio salaires/valeur ajoutée nette qui est à peu près plat et proche de 100 % pour les APU, de le comparer avec sa valeur dans le secteur des entreprises (graphique 1). Ce point n'est pas anecdotique : il souligne la difficulté qu'il y a à mesurer la part des salaires dans le PIB. En effet, les salaires des fonctionnaires figurent au numérateur de ce ratio mais aussi au dénominateur puisqu'ils servent à évaluer la partie non marchande du PIB. » On reste pour le moins étonné devant cet argument, car, dans le ratio salaires/valeur ajoutée nette établi pour les entreprises privées, c'est exactement la même chose puisque les salaires qu'elles versent sont eux aussi inclus dans la valeur ajoutée.

Bien entendu, on ne peut soupçonner Michel Husson d'ignorer cela. D'où vient alors cet argument ? Réponse de Michel Husson : « Les fonctionnaires sont donc payés par les impôts et les cotisations sociales qui sont prélevés sur les revenus primaires des ménages et des entreprises. C'est la seule lecture possible du TEE. » Mais qui a jamais prétendu le contraire ? Michel Husson s'étonnerait-il si quelqu'un lui disait que les travailleurs produisant des automobiles étaient payés par les acheteurs d'automobiles ? En réalité, la confusion qui règne dans pratiquement toute l'économie, orthodoxe comme hétérodoxe, est celle que Keynes (eh, oui, nous avons un peu besoin de lui, à côté de Marx) avait mise au jour entre *financement* et *paiement* de la production. J'ai rappelé cette distinction cruciale chaque fois que j'ai présentée ma thèse.<sup>[4]</sup> Le financement de la production (marchande ou non marchande) se situe *ex ante* ; le paiement se situe *ex post*. Donc, les impôts sont le paiement collectif des services non marchands, alors que les prix sont le paiement individuel des marchandises. En aucune manière, il ne viendrait à l'idée de contester que les impôts et cotisations « paient » les services non marchands. Mais il faut préciser que ces impôts et cotisations sont prélevés sur un PIB déjà augmenté de sa partie monétaire non marchande et non pas sur le seul PIB marchand.

Là se situe le grand paradoxe du marxisme traditionnel. Celui-ci ne dit pas autre chose que se clament à tout vent les idéologues libéraux à propos des services publics non marchands : « l'économie gratuite est intégralement financée par les producteurs de richesses marchandes, ceux qui, au sens propre, font du fric »<sup>[5]</sup>. Ce paradoxe est la version soft de l'ancienne croyance que seul le travail engagé dans la production de biens matériels était productif et que tous les services, marchands comme non marchands, étaient financés par la production capitaliste matérielle. Plus personne ne croit à cette galéjade.<sup>[6]</sup>

## Validation sociale et valeur

Théoricien de premier plan, Michel Husson est sans doute embêté par cette histoire qui perturbe la thèse perpétrée au sein du marxisme depuis la mort de Marx<sup>[7]</sup>. Il termine son

texte en disant : « il y a effectivement un mode de validation spécifique qui permet de reconnaître l'utilité sociale du travail des fonctionnaires, improductif du point de vue du capital. Admettons même que cette validation s'accompagne d'une « création de valeur », une valeur d'un genre particulier qu'une convention comptable permet de mettre en exergue. Mais la thèse centrale va plus loin : elle consiste à affirmer que cette « valeur monétaire, mais non marchande » n'est pas « ponctionnée » ou « détournée » mais qu'elle est « produite ». Pourtant, au bout du compte, le travail collectif des fonctionnaires est payé à partir des ressources (monétaires) des administrations publiques que sont les impôts et les cotisations. On ne peut donc postuler une création autonome d'un genre particulier de valeur qui s'auto-engendrerait. »

Remarquons trois choses à propos de ce passage.

Premièrement, Michel Husson admet les deux modes de validation que j'ai exposés. C'est une avancée considérable, tant vis-à-vis du dogme libéral que du dogme marxiste traditionnel, qui ne reconnaissent que la valeur validée par le marché. Une validation de quoi ? De l'utilité sociale du travail des fonctionnaires, répond Michel Husson. Mais la discussion ne porte pas sur la valeur d'usage. Il poursuit en disant qu'on pourrait considérer qu'une création de valeur « accompagne » cette validation. « Accompanyer » est un joli mot pour éviter celui d'« ajoutée » accolé à « valeur ».

Deuxièmement, jamais je n'ai soutenu qu'il y avait une valeur « auto-engendrée », ce qui n'a pas de sens. Si Michel Husson « admet » qu'il y a une valeur « accompagnante » pour ne pas dire « ajoutée », elle ne peut avoir été engendrée que par un travail. Lequel ? Le marxisme traditionnel ne sait pas répondre à cette question autrement que par : ce sont les travailleurs du secteur capitaliste qui produisent la valeur de ce que font les travailleurs du secteur non marchand, puisque le prix des marchandises inclut impôts et cotisations sociales, pense Michel Husson. C'est cette réponse qui contredit la règle de base de la comptabilité nationale et que je signalais à Christophe Darmangeat, à savoir que, nécessairement, on doit retrouver l'égalité entre le produit net et le revenu. Posons quelques égalités comptables simples pour le montrer.

Règle de base de la comptabilité nationale : valeur ajoutée nette = revenu national (somme de tous les revenus distribués).

Si l'on suit le raisonnement classique : valeur ajoutée nette = salaires dans le secteur marchand + impôts payés par les entreprises[8] + profits distribués après impôts payés par les entreprises = salaires dans le secteur marchand + profits distribués + salaires dans le secteur non marchand. Cette dernière égalité ne tient que si : impôts payés par les entreprises = salaires dans le secteur non marchand. Or, cette supposition est fautive.

Cela mène à la troisième remarque : Michel Husson reprend l'argument qu'il pense décisif « au bout du compte » : les fonctionnaires sont payés par les impôts. Oui, mais les impôts ne sont pas prélevés seulement sur les agents économiques insérés dans l'activité capitaliste. Il faut donc en conclure qu'ils sont prélevés sur le fruit de l'activité incluant celle effectuée dans la sphère monétaire non marchande. Ce n'est pas un problème de doctrine, c'est un problème de logique[9].

Quant à la chute du texte de Michel Husson, « Et c'est bien pour cette raison que tous les programmes de droite visent à réduire le nombre de fonctionnaires, à baisser les « charges » et à privatiser les « services publics », bref à réduire ces ponctions « excessives » sur la plus-value. », elle n'est que partiellement vraie, donc elle est au moins

partiellement fausse. D'une part, elle conclut en reprenant l'hypothèse selon laquelle seuls les travailleurs employés par les capitalistes sont productifs. D'autre part, si les capitalistes et leurs idéologues veulent réduire le nombre de fonctionnaires, c'est aussi parce que ce sont des forces de travail qu'ils ne peuvent employer pour produire de la valeur... pour le capital : c'est un vrai manque à gagner, avant qu'ils soient « victimes » d'un prélèvement venant payer *ex post* une (petite) part de l'utilisation qu'ils font directement ou indirectement des services non marchands.

Que l'on me pardonne de répéter une nouvelle fois que, dans le Livre I du *Capital*, Marx définit l'idéal-type du capital, le modèle abstrait, « pur », du capitalisme, et que, par conséquent, par définition, il n'y a de travail productif de valeur que pour le capital, d'où l'on tire la définition de celui-ci la plus abstraite de contingences particulières. Mais, dans une société capitaliste concrète, et particulièrement dans la nôtre aujourd'hui, on trouve des formes de validation du travail différentes : par le marché ou par décision collective. Dans un cas, le travail produit de la valeur et de la plus-value pour le capital, je n'ai jamais remis en question ce point, bien au contraire ; dans l'autre, le travail produit de la valeur pour la société entière, qui est... ajoutée..., et non pas soustraite *sur quelque chose de préexistant*.

Dans beaucoup de textes que j'ai proposés sur cette question, j'ai émis l'hypothèse que la croyance des marxistes qui s'accrochent encore à la définition du travail productif remontant à Adam Smith[10] est du même ordre que la croyance classique en la nécessité d'une épargne préalable pour financer l'investissement. Ce qui pose la question du statut de la monnaie dans le capitalisme et du bouclage macroéconomique une fois que la création de monnaie a anticipé le surplus social qui naîtra du processus productif. Et Michel Husson semble acquiescer à l'interprétation kaleckienne que je donne, d'un côté, du processus qui conduit de l'anticipation des débouchés par les capitalistes à l'investissement et à l'embauche puis au profit, et, de l'autre, du processus qui conduit de l'anticipation de besoins collectifs à l'investissement et à l'embauche pour produire des services non marchands sans profit[11]. C'est effectivement cette interprétation qui donne sa cohérence à la thèse que je défends, selon laquelle la valeur monétaire non marchande s'ajoute à celle produite dans la sphère marchande, et que j'ai parfois résumée par une formule provocante : les salariés des administrations publiques produisent la valeur (donc le revenu) qui les rémunère, les impôts et cotisations venant boucler le circuit économique.

### **Une étape dans la discussion à poursuivre**

Je retiens trois choses de cette discussion que j'ai au sein de l'économie marxiste depuis plusieurs années et maintenant avec Michel Husson que je remercie.

D'abord, la différence entre la théorie dite de la valeur-travail des économistes classiques (Ricardo en tête) et la théorie de la valeur de Marx est que, pour les premiers, il y a un binôme valeur d'usage/valeur d'échange, cette dernière étant déterminée par la quantité de travail incorporé, tandis que, pour Marx, il s'agit d'un triptyque définissant ainsi l'idéal-type du capital, cette « valeur en auto-accroissement » : la *valeur d'usage* est une condition de la *valeur* en tant que fraction du travail socialement validé, laquelle apparaît dans l'échange par le biais d'une proportion, la *valeur d'échange* qui est mesurée par la quantité de travail nécessaire en moyenne dans la société considérée.

Ensuite, cette définition, dont le cœur est la validation sociale, permet de considérer que la

valeur n'est pas fondée sur les caractères intrinsèques des objets, mais sur le type et l'état des rapports sociaux. Le caractère matériel et le caractère marchand n'entrent pas en relation avec le concept clé de validation sociale.

Enfin, la monnaie est l'institution sociale sans laquelle, d'une part, la vente sur le marché de la marchandise ne pourrait avoir lieu, c'est-à-dire la valeur ne serait pas validée en même temps que l'anticipation capitaliste, et sans laquelle, d'autre part, l'anticipation et la validation conjointes des besoins collectifs ne pourraient être inaugurées. La monnaie est bien un opérateur social d'homogénéisation des travaux particuliers. Dans la discussion avec Christophe Darmangeat, je concluais que les problèmes rencontrés dans cette discussion naissent de la difficulté à intégrer dans un même corpus théorique travail, valeur et monnaie. Beaucoup de marxistes ont encore une vision de la monnaie qui les empêche, d'une part, de la considérer comme une institution sociale dépassant le capitalisme, ce qui conduit souvent à confondre monétaire et marchand (et, en conséquence, non-monétaire et monétaire non-marchand), et, d'autre part, de tirer parti pleinement de l'avancée décisive de la loi de la valeur de Marx par rapport à ladite théorie de la valeur-travail de Ricardo.

Cette avancée consiste à faire de la validation sociale du travail l'élément déterminant de la conversion du travail en valeur monétaire.<sup>[12]</sup> Je me borne à questionner ce qui, dans la société capitaliste actuelle, donne lieu à l'attribution de cette validation. Je discerne deux modes de validation : le marché et la décision politique, et donc deux espaces de valorisation en tension permanente en fonction du rapport de forces entre les classes.

## Notes

[1] J'ai synthétisé cette élaboration au cours depuis ces années dans *la richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2013.

[2] La prise de position de Michel Husson a été déclenchée par le débat que j'ai eu avec Christophe Darmangeat dont le livre *Le profit déchiffré, Trois essais d'économie marxiste* (La Ville brûle, 2016) avait été chroniqué et salué par lui. Voir Jean-Marie Harribey, « Les deux espaces de valorisation en tension, Réponse à Christophe Darmangeat », *Contretemps-web*, juin 2016, <<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/debat-avec-darmangeat.pdf> ; « Retour sur le travail productif, suite du débat avec Christophe Darmangeat, novembre 2016, <<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/les-travailleurs-produisent.pdf>>. Le débat avec Christophe Darmangeat fait lui-même suite à des débats plus anciens que j'ai eus avec d'autres marxistes, notamment Jacques Bidet (2002, <<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/debat-bidet.pdf>>), Patrick Dieuaide (2002, <<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/debat-dieuaide.pdf>>), Antoine Artous < 2013, <<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/debat-artous.pdf>> et 2014, <<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/debat-artous-suite.pdf>>, Gérard Duménil (2015, < <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/richeesse-valeur-actuelmarx.pdf>>).

[3] Jean-Paul Piriou et Jacques Bournay, *La comptabilité nationale*, Paris, La Découverte, 16<sup>e</sup> édition, 2012.

[4] Pour les détails, Jean-Marie Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, op. cit.*

[5] Jean Peyrelevalde, « Quand l'économie du partage aveugle les anticapitalistes », *Les Échos*, 20 janvier 2016.

[6] Si, il en reste encore, voir le débat que j'ai avec Michel Zerbato sur le même sujet : « Épistémologie du travail productif, Suite du débat avec Michel Zerbato », février 2016, <<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/debat-avec-zerbato.pdf>>. et « Toujours sur le travail productif, Michel Zerbato donne des coups de bâton dans l'eau », novembre 2016, <<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/controverse-avec-zerbato.pdf>>.

[7] Dans le compte rendu de lecture qu'il a fait de mon livre, « Un livre inestimable. À propos de J.-M. Harribey, La richesse, la valeur et l'inestimable », *Contretemps*, 2 mai 2013, <<https://www.contretemps.eu/livre-inestimable-propos-j-m-harribey-riche-ssse-valeur-linestimable>>, Michel Husson évite cette question et concentre surtout sa critique sur le traitement du fameux problème de la transformation de la valeur en prix de production. Or, sur cette dernière question, je n'ai rien apporté, je n'ai fait que rapporter. Sur les deux points sur lesquels j'ai apporté quelque chose, quoiqu'on en pense, le travail productif dans la sphère non marchande et la soi-disant valeur de la nature, Michel Husson était resté silencieux.

[8] Les impôts payés par les ménages sont contenus dans les revenus qu'ils perçoivent (les salaires et les profits distribués, en supposant pour simplifier que tous les profits après impôts payés par les entreprises sont distribués, quitte à revenir en partie dans les entreprises pour être placés).

[9] Aux quelques-uns qui pensent encore qu'il ne faudrait compter dans le PIB que les biens matériels, il faut demander comment on peut prélever deux tiers du PIB de services sur un tiers de PIB matériel. Dans la petite nouvelle policière « Le parfum de la banque en noir » figurant dans *Les feuilles mortes du capitalisme, Chroniques de fin de cycle* (Lormont, Le Bord de l'eau, 2014), je fais poser la question suivante à un économiste de renom par l'inspecteur qui enquête : peut-on boire un litre de vin si l'on débouche une bouteille de 75 centilitres ?, <<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/monnaie/parfum-banque-en-noir.pdf>>.

[10] Et le livre de Christophe Darmangeat a ceci de bien qu'il montre combien l'héritage de Smith est encombrant pour Marx quand celui-ci s'attaque au travail productif.

[11] D'où l'importance de la maîtrise collective de la création monétaire pour anticiper l'investissement net nécessaire à la satisfaction des besoins futurs de la société.

[12] C'est sur ce point que j'ai eu une controverse avec André Orléan : voir J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, op. cit.* ; « La valeur, ni en surplomb, ni hors-sol », *Revue de la régulation*, n° 10, 2<sup>e</sup> semestre 2011, <<http://regulation.revues.org/9483>> ; « Du travail à la monnaie, essai de perspective sociale de la valeur, Examen critique de la vision autoréférentielle de la valeur et de la monnaie », Colloque « Institutionnalismes monétaires francophones : bilan, perspectives et regards internationaux », Lyon, 1<sup>er</sup>-3 juin 2016, <<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/monnaie-valeur.pdf>>.